

Léon Blum, L'œuvre de Léon Blum

Légende: Chef de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) et éditorialiste influent du journal Le Populaire, Léon Blum y expose ses réflexions sur la doctrine socialiste et y défend l'idéal de l'unité européenne.

Source: BLUM, Léon. L'oeuvre de Léon Blum (1947-1950). Paris: Albin Michel, 1963. 476 p.

Copyright: (c) Albin Michel

URL: http://www.cvce.eu/obj/leon_blum_l_oeuvre_de_leon_blum-fr-93acc3af-a98b-4369-84ae-d56d3cb435e4.html

Date de dernière mise à jour: 22/10/2012

Léon Blum, *L'œuvre de Léon Blum*

[...]

Fédération européenne

Mes lecteurs s'en souviennent peut-être, pourvu qu'ils aient bonne mémoire. Au début de ma série d'articles sur le fédéralisme européen j'avais été amené à rappeler en quelques mots le rôle joué par M. Winston Churchill dans le mouvement d'opinion irrésistible qui y porte. Il eut une part essentielle dans la naissance de ce mouvement - ou plutôt dans sa renaissance, car il ne faut pas manquer de mémoire ni vis-à-vis d'Aristide Briand ni vis-à-vis du comte Coudenhove-Kalergi - et aujourd'hui encore il a une part considérable dans son développement. Je faisais remarquer toutefois que l'initiative éclatante de M. Winston Churchill avait provoqué, durant de longs mois, l'embarras, la circonspection, l'hésitation du *Labour Party* et, par voie de conséquence, du socialisme international. Rien d'étonnant à cela, ajoutais-je : M. Winston Churchill est une personnalité trop puissante et trop originale pour ne pas marquer de son empreinte tout ce qu'il touche ; le *Labour* qui, dans sa lutte politique intérieure, le trouve chaque jour devant lui comme chef de l'opposition, pouvait naturellement s'inquiéter de voir imprimer à la Fédération européenne un caractère trop étroitement churchillien.

C'est à ce passage de mon article que M. Winston Churchill a répondu par une lettre que je viens de trouver à mon retour d'Italie. Il ne la destinait certainement pas à la publicité, mais il ne m'en voudra pas, j'en suis sûr, d'en faire état publiquement. La pièce est trop importante pour que j'hésite à la verser au dossier.

Je ne puis croire, m'écrit en substance M. Winston Churchill que mon initiative ait porté préjudice à la cause européenne. Dans une conférence de presse tenue au mois de juillet dernier, le général Marshall a lui-même déclaré que mon discours de Zurich et la propagande qui l'a suivi avaient exercé une influence directe sur le développement de sa pensée et sur la conception du plan qui l'exprime. Or ce plan est le terrain sur lequel tous nos gouvernements s'unissent et la base sur laquelle les espoirs de l'Europe se fondent. D'ailleurs, ajoute-t-il, quand à Zurich j'ai repris « l'ancienne et glorieuse conception d'une Europe unie », jamais je n'avais imaginé que mon initiative pût susciter une affaire de parti. Le problème que j'ai posé dépasse la politique des partis dans tous les pays : « Si nous ne pouvons pas nous élever au-dessus des divergences de partis en faveur d'une cause commune que nous défendons, comment pouvons-nous espérer guérir les effrayantes blessures réciproques que se sont faites les nations et réparer les ruines de l'Europe? »

Les partis socialistes d'Europe, poursuit M. Winston Churchill, ne nourrissent évidemment pas la prétention – qui serait absurde et déplorable – de créer à leur profit le monopole d'une cause et d'une action qui appartiennent à tous les Etats et surtout à tous les peuples. Dans aucun pays du continent, d'ailleurs, le socialisme n'a la majorité. Pourquoi voudrait-il écarter les partis de gauche, du centre, de droite, sans l'aide desquels il serait impossible d'atteindre les résultats que nous sommes d'accord pour rechercher? « Nous aurons besoin de toute l'aide que nous pourrons obtenir et de toute la camaraderie dont nous sommes capables si nous voulons gagner cette grande bataille pour tous les peuples, pour tous les partis, pour tous les hommes de tous les pays. » Quand l'organisation d'une conférence à La Haye a été décidée, voilà déjà plusieurs mois, c'était pour agir sur les gouvernements, qui maintenant marchent avec nous, pour créer une atmosphère de coopération et forcer l'attention de toutes les nuances de l'opinion publique. Une importante délégation de socialistes britanniques sera présente à La Haye le mois prochain et le Parti socialiste britannique n'a pas menacé de mesures disciplinaires ceux de ses membres qui se rendraient à La Haye à titre individuel. J'espère, dit M. Winston Churchill, que le Parti socialiste français laissera lui aussi toute liberté à ses adhérents et que les positions pourront être établies clairement dans le respect de l'indépendance des partis et des doctrines qu'ils entendent servir. « Je vous adresse cette lettre, conclut-il, parce que nous avons mené des luttes en commun dans le passé et parce que j'espère que nous pourrons nous retrouver vers la fin de nos vies, unis dans la recherche de quelque chose qui est noble et qui est vrai ...»

Je ne puis m'engager vis-à-vis de M. Winston Churchill sur ce dernier point bien qu'à mon avis il ne fasse pas de doute. La question dépend des organismes directeurs de notre Parti ; sans doute d'ailleurs, après avoir été examinée à Londres, le mois dernier, par le Comisco, le sera-t-elle à nouveau par la Conférence

socialiste internationale qui se réunit à Paris samedi prochain et qui est précisément consacrée, comme l'on sait, aux problèmes du fédéralisme européen. Mais je puis répondre, je crois bien, sur le problème essentiel que pose la lettre que je viens de citer et d'analyser tour à tour.

L'instauration d'une Europe unie – unie économiquement, politiquement, socialement – est dans la tradition du socialisme international.

Comme tous mes camarades de parti, je souhaite donc que le socialisme international, bien loin de faire « bande à part », participe à la noble émulation qui porte aujourd'hui tant d'hommes vers son idéal « glorieux et éprouvé ». Je souhaite qu'il prenne la tête de la colonne, qu'il applique toute sa puissance de propagande à animer et à inspirer de cet idéal le mouvement européen. Je suis donc convaincu que ce mouvement serait privé d'une condition essentielle de succès, et même de vie, si le socialisme lui manquait. Et j'ajoute, pour que ma confession soit complète, que je continue à penser, dans mon for intérieur, que l'organisation européenne n'atteindra pas son point de plénitude et de perfection avant que la pensée socialiste ait prévalu dans la reconstitution de chacune des économies nationales.

On ne fera donc pas les Etats-Unis d'Europe sans nous. Mais, en revanche, nous ne nourrissons pas la présomption « absurde et déplorable » de les faire aujourd'hui à nous tout seuls. Nous n'avons nullement l'intention d'attendre pour poser les premières pierres de la construction européenne le jour où tous les pays de l'Europe auront une majorité socialiste au Parlement et un gouvernement socialiste homogène. Aurions-nous partout la majorité, exercerions-nous le pouvoir dans toutes les capitales, que, pour une oeuvre de cet ordre, nous rechercherions encore le consentement le plus général, le concours le plus large des convictions et des bonnes volontés. Voilà notre état d'esprit. Je puis donc l'attester à M. Winston Churchill : si, dans l'instant présent nous attachons à quelque chose un point d'honneur, c'est à fournir à la cause commune du fédéralisme européen la contribution la plus large et la plus utile. Notre travail commun de samedi et de dimanche n'aura pas d'autre objet.

[...]